

Le chômage

Séance 3

Concepts, mesures et politiques de l'emploi

Documents joints :

Document 1 : « Quelle relation coût du travail-chômage ? », Eurostat, OCDE, 2011

Document 2 : « Qu'est ce qu'un chômeur ? », Insee, mars 2014

Document 3 : Personnes dans le halo autour du chômage, Insee, enquête emploi, 2^{ème} trimestre 2014.

Document 4 : « Comment faire redémarrer l'économie ? », *Le Monde*, 10 février 2009.

Document 5 : Insee, Tableaux de l'Économie Française, 2010, 2011 et 2012.

Lectures conseillées :

Jacques Freyssinet, *Le chômage*, Repères, La Découverte, 2004

Le Monde de l'économie, « L'intervention étatique pour fixer les salaires : du SMIG au SMIC », 17 décembre 2012,

Les échos, http://www.lesechos.fr/27/09/2012/LesEchos/21279-007-ECH_le---halo---du-chomage-en-hausse-avec-la-crise.htm

I. Définitions des concepts clefs :

1. Qu'appelle-t-on marché du travail ? Qui sont les offreurs et les demandeurs sur ce marché ?
2. Comment définit-on le chômage ? Comment se calcule le nombre de chômeurs ? (doc 2)
3. A l'aide du document 3 et de vos connaissances, expliquer le terme « halo du chômage ».
4. Représenter graphiquement le marché du travail. A l'aide de vos connaissances, expliquer ce que représente l'équilibre sur ce marché du travail ?

II. Exercices d'application :

• Analyse classique du chômage

Document 1 : Quelle est la relation entre coût du travail et chômage ?

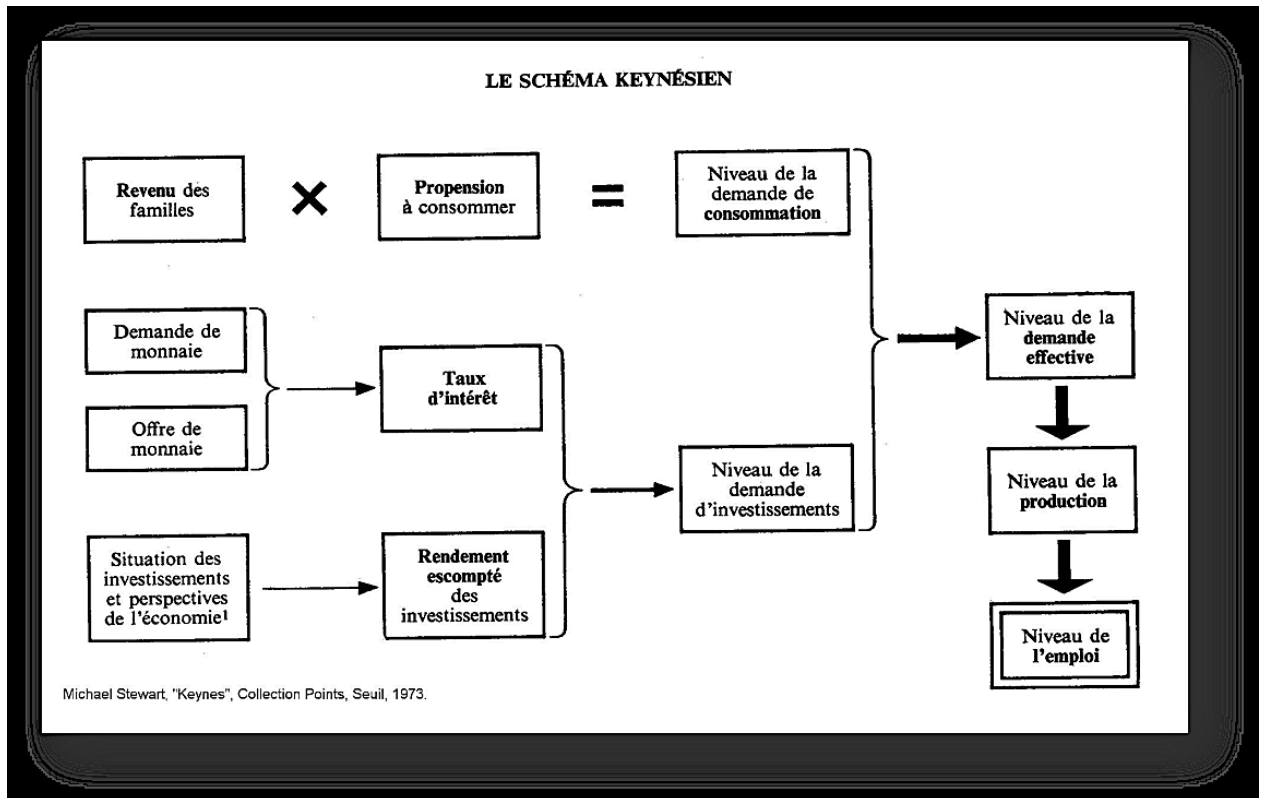
	Coût de la main-d'œuvre dans l'industrie en 2008 (1)	Taux de chômage en % en 2008	Taux de chômage en % en 2010
Allemagne	33,57	7,5	7,1
Belgique	37,43	7,0	8,3
Suède	34,69	6,1	8,4
France	33,46	7,8	9,8
UE à 15	22,11	7,0	9,6
Portugal	10,22	7,6	12 (estimation)
Espagne	20,75	11,4	20,1
Roumanie	3,87	4,0	7,3

(1) Par salarié, en équivalent temps plein et par heure en euros

Sources : Eurostat, OCDE, 2011

- 1- Comment se définit le coût du travail ?
- 2- Au regard de l'évolution du coût de la main-d'œuvre dans l'industrie, analyser l'évolution du taux de chômage entre 2008 et 2010.

- Analyse keynésienne du chômage



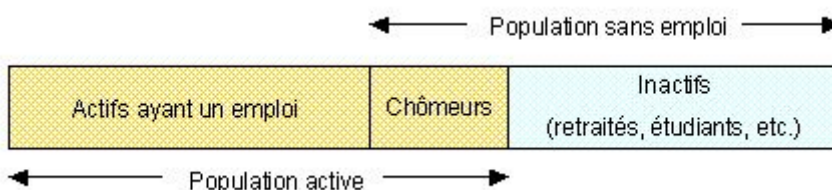
- 1- Comment le niveau de l'emploi est-il déterminé à court terme selon Keynes ?
- 2- Qu'est-ce qu'un équilibre de sous emploi ?
- 3- Précisez brièvement, les causes du chômage dans l'analyse keynésienne.

III- Répondez de manière argumentée à la question suivante :

A partir de vos réponses aux questions présentes et des documents 4 et 5, montrez que les choix en termes de politiques de l'emploi diffèrent selon le type de chômage que l'on souhaite combattre (classique ou keynésien).

Document 2 : Qu'est-ce qu'un chômeur ?

La question agite les statisticiens depuis plus d'un siècle. Pour y répondre, il faut tracer deux frontières au sein de la population en âge de travailler. La première sépare les personnes ayant un emploi des personnes sans emploi ; la deuxième sépare, au sein des personnes sans emploi, les chômeurs des inactifs. « Inactifs » est le terme consacré, malgré sa connotation négative injustifiée : il a été choisi par opposition au terme « actifs », qui désigne les personnes ayant un emploi et les chômeurs.



Le taux de chômage est le rapport du nombre de chômeurs au nombre d'actifs. Il peut être calculé pour l'ensemble de la population, ou pour des sous-populations : femmes, hommes, plus de 50 ans, etc.

Le plus souvent, le classement d'une personne donnée dans une des catégories, personne ayant un emploi, chômeur ou inactif, ne pose pas de problème. Mais ce n'est pas toujours le cas, car les frontières entre catégories sont de fait assez floues. Des conventions ont été adoptées au niveau mondial puis au niveau européen pour tracer ces frontières aussi précisément que possible, de façon à pouvoir compter les chômeurs. Ce dénombrement est complété par celui de situations proches du chômage.

Source : Insee, Mars 2014

Document 3 : Personnes dans le halo autour du chômage



En ce qui concerne la frontière entre chômage et inactivité, l'Insee a défini un « **halo autour du chômage** » : ce sont des personnes sans emploi qui souhaiteraient travailler, mais qui ne sont pas classées comme chômeurs. Le plus souvent, c'est parce qu'elles ne recherchent pas d'emploi, quelquefois parce qu'elles attendent le résultat de démarches antérieures. Les autres recherchent un emploi, mais ne sont pas disponibles, généralement parce qu'elles poursuivent des études ou suivent une formation, ou parce qu'elles gardent leurs enfants.

DOCUMENT 4

Des milliards comme s'il en pleuvait ! Les États-Unis, la Chine, le Japon ou les pays européens ont dégainé des plans de relance impressionnants, d'un montant total déclaré de plus de 2 800 milliards de dollars (2 190 milliards d'euros) sur deux ans. La dépense supplémentaire "en passe d'être décidée par les principaux pays pour 2009 et 2010 représente 5 % du produit intérieur brut (PIB) mondial", selon les économistes de Natixis.

Dans ces programmes, la liste des mesures sur la fiscalité, l'appui aux industries et aux entreprises, les travaux d'infrastructures, les projets d'équipements, le soutien à la consommation ou aux ménages, donnent l'impression d'un inventaire à la Prévert. (...)

Le Fonds monétaire international (FMI), qui évalue le coût budgétaire des plans annoncés par les pays du G20 (les 20 grandes économies développées et émergentes) à 1,5 % de leur PIB, en moyenne, en 2009, estime que leur impact permettrait d'obtenir 0,5 à 1,25 point de croissance pour l'ensemble de ces pays, atténuant ainsi la récession. L'institution prévoit en effet une croissance mondiale de 0,5 % en 2009 (- 2 % dans les pays développés et + 3,3 % dans les pays émergents et en développement), avant un rebond à 3 % en 2010. (...)

Aujourd'hui, face à la chute libre de l'activité, un effet rapide est recherché. En France, par exemple, le remboursement par anticipation de 11,4 milliards d'euros de crédit d'impôt¹ (...) répond à l'urgence. C'est aussi le cas des aides à la consommation qui entrent vite en vigueur - comme la baisse de la TVA, en décembre 2008 au Royaume-Uni - ou des baisses et des crédits d'impôts sur le revenu, surtout dans les pays effectuant les prélèvements à la source, comme aux États-Unis ou en Allemagne.

Source : « *Comment faire redémarrer l'économie ?* », RODIER Anne et DE TRICORNOT Adrien, Le Monde, 10 février 2009.

¹ Crédit d'impôt : mesure administrative permettant d'alléger l'impôt d'un agent économique (soit par réduction de l'impôt payé, soit par remboursement versé directement à son bénéficiaire).

DOCUMENT 5 : Principaux dispositifs spécifiques de politique d'emploi en 2010

<i>(en milliers de personnes)</i>	Bénéficiaires en fin d'année			
	2007	2008	2009	2010
Emploi marchand aidé	1128	1025	1002	990
<i>dont :</i>				
- exonérations et primes à l'embauche des jeunes	136	59	4	1
- exonérations et primes à l'embauche de CLD ¹	89	66	92	64
- aide à la création d'entreprise	114	131	182	210
- contrats en alternance	619	603	572	568
- accompagnement des restructurations	19	13	11	9
Emploi non marchand aidé	248	184	241	254
<i>dont :</i>				
- contrats d'Avenir	88	78	68	5
- contrats d'Accompagnement dans l'emploi	150	102	172	a
Formation des demandeurs d'emploi	237	272	361	350
<i>dont :</i>				
- Stages de formation	225	251	332	319
- Prévention du chômage de longue durée	12	21	29	31
Retraits d'activité²	512	460	405	322
Total	2125	1943	2010	1916

Champ : France métropolitaine. Source : d'après INSEE, « Tableaux de l'Économie Française », 2010, 2011 et 2012.

¹ chômeurs de longue durée. ² essentiellement, dispensés de recherche d'emploi.